

> Édito...

Mon hôpital n'est pas à vendre !



Entre un congrès du PS qui confirme l'adhésion à la ligne économique de Bruxelles et un voyage en Falcon aux frais du contribuable direction Berlin pour ses loisirs personnels, le premier ministre Valls, bras dessus bras dessous avec la baronne de la santé Marisol Touraine Reveyrand de Menthon, confirme le saccage des services publics et notamment le devenir de nos hôpitaux publics.

Nul besoin d'abreuver le propos de chiffres en cascade. Un seul d'entre-eux permet de mesurer l'urgence de la situation : 50 000 000 d'euros. [C'est impressionnant quand on met les « zéros » les uns derrière les autres!]. C'est la somme que doit économiser le réseau d'hôpitaux publics de la nouvelle région Nord Pas-de-Calais Picardie. 33 millions pour le Nord et le Pas-de-Calais et 16 millions pour la Picardie.

Terrifiant constat, quand on lit les derniers chiffres de l'INSEE qui placent à chaque fois le Nord Pas-de-Calais et la Picardie en queue de peloton des régions où l'espérance de vie est de 3 à 4 ans inférieure à la moyenne nationale. Sans compter les multiples et tragiques records pour les maladies cardio-vasculaires, le diabète, les maladies professionnelles ...

Valls est aussi bon en géographie qu'il l'est en économie. Preuve est faite maintenant, qu'il est économiquement déraisonnable et absurde de dégrader un modèle performant de santé. Le raisonnement est simple : plus les salariés ont des difficultés à se soigner, plus le risque est élevé qu'ils tombent malade et plus les coûts de prise en charge seront élevés. C'est une logique parfaite qui ne souffre d'aucune exception. Il suffit de prendre le cas de la Grèce pour s'en

convaincre. Malgré la mise à mort de l'État social et une réduction drastique des dépenses publiques, le déficit continue de se creuser inexorablement.

De nombreux économistes le lâchent du bout des lèvres mais ils sont bien obligés de le confesser, ce sont notre modèle unique de protection sociale et celui de la santé qui ont considérablement freiné les effets dévastateurs de cette crise interminable dans laquelle nous nous enfonçons mois après mois. Au-delà de l'aspect progressiste et moral de la chose, c'est un bouclier efficace pour empêcher que des millions de concitoyens ne sombrent dans l'extrême pauvreté et dans la précarité sanitaire et sociale. Cependant, la « gauche » version Valls n'y attache pas la moindre forme d'importance.

Comme de bons petits soldats crétins au service du capital et notamment des groupes privés du médical et du paramédical qui affichent des bénéfices qui donnent le tournis, on privatise, on sabote, on supprime des lits et des postes, on dégrade, on appauvrit, on détruit. Resteront des hôpitaux de seconde zone, sans moyens ni personnel pour soigner la classe ouvrière qu'on tente de faire disparaître brutalement. Cette classe ouvrière qui compte des ouvriers bien entendu, mais aussi des employés, des sans-emplois, des retraités modestes. Pour les autres, de belles cliniques dernier cri et les meilleurs soins du moment.

C'est un choix simple auquel nous faisons face. Ce choix il est le même depuis des siècles. Les profits contre l'égalité des droits, l'intérêt commun contre les portefeuilles d'actions ... La classe ouvrière contre la bourgeoisie qui compte bien continuer à s'en mettre plein les poches tout en laissant mourir à petit feu une frange de plus en plus large de la population.

Les personnels continuent de se mobiliser et nous les soutenons avec force. Cependant, seuls ils ne pourront pas faire pencher la balance du bon côté. Cette question nous concerne toutes et tous. La contestation et la mobilisation doivent continuer à grandir pour empêcher le pire et cela à court terme. Disons-le haut et fort : mon hôpital et ma santé ne sont pas à vendre !

Hervé POLY,

Premier secrétaire de la fédération PCF du Pas-de-Calais

> « On a beau avoir une santé de fer, on finit toujours par rouiller ! »



derne, c'est faire mieux avec moins. Modernité rime avec austérité. Elle ne tiendra pas néanmoins ce discours idéologique là à Solène Guillin, jeune infirmière de 25 ans affectée au service de médecine aiguë polyvalente à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre. La jeune femme témoigne : « Pendant 30 minutes, lorsqu'elle prend son poste à 6h45, on prend les transmissions des collègues, puis de 7h15 à 8 heures, je prépare les médicaments, vérifie les bilans sanguins à faire... Ensuite, je pars faire mon tour jusqu'à 9 heures, heure du « staf » médical. Puis c'est parti jusqu'à 14h20 non-stop. Mais souvent je pars à 16 heures... L'été, il m'est arrivé de faire 6h45-18 heures. Ces heures, ces jours, on les cumule vite, mais c'est comme si on s'asseyait dessus, vu qu'on ne peut pas les prendre... »

Cette citation de Jacques Prévert, elle pourrait hanter les pensées longues des personnels hospitaliers. Alors que certains mauvais esprits continuent de laisser croire que les fonctionnaires se la coulent douce, qu'ils sont trop nombreux et trop payés, il suffit de se glisser quelques jours et même quelques heures dans la peau d'un infirmier ou d'une aide-soignante pour mesurer à quel point la situation est critique. Dans les colonnes de L'Humanité, un remarquable dossier sur la situation des personnels soignants nous donne à voir le quotidien de ces hommes et de ces femmes qui se tuent au travail faute de manque de personnel et par un cumul d'heures dépassant dans certains cas l'entendement.

L'Humanité donne la parole à Bruno Franceschi, délégué CGT qui siège au Comité Technique d'Établissement (CTE) central. Il revient sur le fait que les soignants sont loin des 35 heures. Ils ont bel et bien des RTT (en moyenne entre 20 et 24 jours par an) mais ils ne peuvent pas les prendre, faute de bras. Ceux-ci s'accumulent dans des comptes épargne temps (CET) qui ne cessent de gonfler au fil des années. « Dans ce contexte, la RTT est quelque chose d'illusoire. On cumule des jours, mais on ne peut pas les poser. Personnellement j'ai un CET avec 45 jours et, rien que sur 2015, mon compteur d'heures explose... »

Pire, Bruno Franceschi raconte qu'en 2002, lorsque l'établissement où il travaille, l'hôpital de Kremlin-Bicêtre, a signé l'accord sur les RTT, il manquait entre 4500 et 5000 personnels. « Il était évident qu'on était assis sur une bombe à retardement ». Étrangement (ou pas) la ministre de la santé n'évoque pas beaucoup cette réalité-là dans ses différentes interventions. Dans son tailleur de couturier, drapée de ses foulards de soie luxueux, elle crie avec les loups. Être mo-

Les conséquences d'un tel rythme, elle l'évoque très clairement : « j'ai 25 ans, je suis infirmière depuis trois ans et demi et je suis crevée. Quand on arrive à finir à l'heure, à partir à 14h30, ce qui est rare, on a une seule chose en tête, c'est aller se coucher ! Sortir le soir, c'est devenu difficile et cela engendre des tensions dans la vie privée ».

Paule Masson, éditorialiste à L'Humanité le souligne avec grande justesse, l'hôpital tient encore debout grâce au dévouement du personnel, de ces milliers de Bruno ou de Solène. La question qu'on se pose malgré tout c'est jusqu'à quand la situation sera tenable ? Avec 10 milliards d'euros à économiser essentiellement portés par un plan de réduction des effectifs à hauteur de 3 milliards pour la même charge de travail, l'équation semble insoluble ! La mobilisation des personnels est exemplaire mais on peut redouter qu'elle soit insuffisante.

Quand des millions de citoyens anonymes défilaient début janvier pour une liberté d'expression fantasmée et mettant en avant l'esprit universaliste à la française, l'intérêt pour la défense de ce bijou de solidarité qu'est notre modèle public des hôpitaux est bien mince.

Pourtant, ce qui se joue dans ce bras de fer avec ce gouvernement liquidateur qui a réussi l'exploit de surclasser Sarkozy dans la casse des services publics, est de vitale importance. L'égalité d'accès aux soins, un modèle performant de prise en charge et d'accompagnement du malade. Déjà un tiers de la population avoue renoncer à des soins faute de moyens. Alors on peut légitimement poser la question : on continue ou on arrête ?

Guillaume SAYON

Bulletin d'adhésion au Parti Communiste Français

Nom : Prénom :

Adresse : CP :

Ville : Tél : Email :